diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

Mozambique. L’exploitation gazière sous l’emprise de l’instabilité politique et sociale

mercredi 8 février 2023,par Julia CORROYER

Citer cet article / To cite this version :
Julia CORROYER, **Mozambique. L’exploitation gazière sous l’emprise de l’instabilité politique et sociale**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 8 février 2023.*

Hum… Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via **la page suivante** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Quel est le lien entre les défis de sureté et la croissance économique liée à l'exploitation des énergies fossiles à travers le cas du Mozambique ? Réponse agrémentée d'une carte.

POUR grand nombre de groupes pétroliers, le gaz naturel est devenu la solution au problème de raréfaction du pétrole. L'alternative du GNL est présentée comme une énergie du futur au même titre que les énergies renouvelables. TotalEnergies dans sa nouvelle stratégie multi-énergies fait le pari des énergies renouvelables mais également et en premier lieu, celui du gaz naturel. Les firmes recherchent alors partout dans le monde de nouvelles sources d'hydrocarbures comme au Mozambique où les ressources estimées sont massives. Mais l'abondance en gaz ne permet pas d'assurer son exploitation malgré les moyens colossaux mobilisés par les entreprises étrangères telles que TotalEnergies et ExxonMobil.

Il s'agit ici d'interroger **le lien entre les défis de sureté et la croissance économique liée à l'exploitation des énergies fossiles à travers le cas du Mozambique**. L'objectif est de comprendre le lien entre la sureté et le développement économique dans le cas de la région de Cabo Delgado et d'en tirer une réflexion sur les contraintes d'exploitation énergétique malgré une abondance en ressources et un potentiel économique et de développement conséquent.

Le Mozambique : un fort potentiel énergétique

Si les nouvelles ressources pétrolières se font rares, ce n'est pas le cas du gaz naturel. Les projets d'exploitation gazière et les investissements privés se multiplient depuis quelques années. Yamal en Russie, Ichthys et Gladstone en Australie, Shams aux Emirats Arabes Unies ou encore Culzean et Tyra en Mer du Nord. TotalEnergies investit et exploite des projets gaziers à travers le monde. TotalEnergies est actif au Mozambique dans la commercialisation de produits et services depuis 1991, il s'intéresse plus récemment aux ressources gazières du pays et ce n'est pas sans raison.

Les ressources globales du pays sont estimées à 4 530 milliards de m3. Le Mozambique pourrait devenir un des plus grands exportateurs de GNL au monde dans les prochaines décennies. Étant aujourd'hui trois fois plus pauvre que la moyenne africaine, la Standard Bank prévoit une multiplication par huit du PIB entre 2013 et 2035. Les enjeux économiques sont donc de taille pour ce pays africain qui dispose d'un potentiel énergétique pouvant le sortir de sa pauvreté et de sa misère sociale [1].

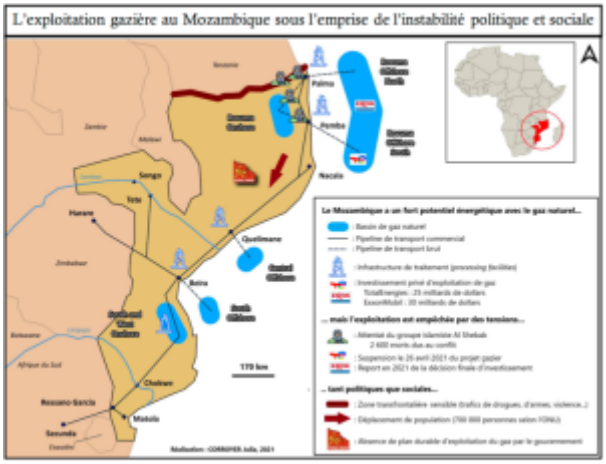
Ces chiffres ont attiré massivement les entreprises privées et étatiques étrangères. La russe Rosneft, le portugaise Galp, la qatarienne Qatar Petroleum, la chinoise CNPC, la japonaise Mitsui et celles qui investissent le plus dans les projets d'exploitation gazière du pays, l'étatsunienne ExxonMobil et la française TotalEnergies. L'entreprise italienne ENI vend sa part du projet à ExxonMobil qui devient le plus grand investisseur dans le projet Mozambique LNG. TotalEnergies investit 23 milliards de dollars pour deux trains de liquéfaction d'une capacité de 15,2 mégatonnes par an. Cela ne représenterait qu'une première étape avec un futur financement dépassant les 100 milliards de dollars et les 60 mégatonnes par an. En 2019, Anadarko est racheté par une autre entreprise étatsunienne, Occidental Petroleum. C'est ensuite TotalEnergies qui rachète pour 3,9 milliards de dollars cette part c'est-à-dire deux trains de liquéfaction d'une capacité de 12,9 mégatonnes par an. En 2020, Total a réussi à lever 15 milliards de dollars soit plus des trois quarts du financement des deux trains. Ce groupe possède alors 26,5% du bassin de Rovuma et prévoit une mise en service à l'horizon 2024-2025.

Le gouvernement en place au Mozambique partage également cet engouement. Frelimo investit massivement dans ce pari du gaz naturel. Il fixe **peu de contraintes et de régulations pour les entreprises et crée un environnement favorable aux affaires**. **Il n'hésite pas à endetter le**

pays dans ce processus. La dette extérieure atteint 14,7 milliards de dollars soit 113 % du PIB pour seulement 54 % en 2013. Pourtant, l'exploitation gazière est un projet à long-terme. La production ne débutera dans le meilleur des cas qu'en 2023. Les premières années ne serviront qu'à rembourser les fonds préalablement investis, ce n'est qu'à partir de 2026-2027 que les premiers revenus pourraient être perçus, date à laquelle le président signataire ne serait en principe plus en fonction. Cela montre le fort engagement du gouvernement envers le GNL.

Tous les différents acteurs se sont organisés dans ce projet d'exploitation. Les infrastructures de traitement sont en place, les différents réseaux de pipeline sont construits pour le transport brut de gaz et pour son déplacement commercial, les villes de Palma et de Pemba disposent des infrastructures nécessaires à l'extraction, le traitement et l'exportation de gaz naturel.

Par conséquent, de nombreux accords sont signés au Mozambique et les investissements sont très importants notamment de la part de grands pétroliers français et étatsuniens qui prévoient d'immenses nouvelles sources en gaz pour répondre à une demande en énergie toujours croissante et qui pourrait s'accroitre davantage dans les années post-covid. D'un autre côté, le gouvernement Frelimo est très confiant envers ce potentiel économique et s'attend déjà à de fortes retombées économiques. Un seul problème, les entreprises reviennent sur leurs décisions d'investissement.



Carte. L'exploitation gazière au Mozambique sous l'emprise de l'instabilité politique et sociale
Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Conception et réalisation J. Corroyer.
Corroyer

Une production compromise par des questions sécuritaires

En 2021, TotalEnergies annonce le retrait du territoire de l'ensemble du personnel du projet gazier. En cause, une nouvelle attaque terroriste à Palma dans la région de Cabo Delgado. TotalEnergies avait déjà suspendu ses travaux en décembre 2020 pour des raisons similaires. En 2019, ExxonMobil reporte à 2021 sa décision d'investissement bien que ce groupe ait déjà investit des millions de dollars dans le projet. En 2021, elle n'annonce pas un retour des activités et reporte à nouveau sa décision en raison de l'instabilité politique.

Les attaques terroristes ne sont pas des événements ponctuels, l'islamisme radical sévit depuis des années et prend de l'ampleur en 2019 dans la région de Cabo Delgado, près de la frontière avec la Tanzanie. L'ONU recense environ 2 600 morts dans ce conflit ainsi que le déplacement de plus de 700 000 personnes. Ce groupe armé a recours aux massacres de civils et ciblent les institutions de l'État. Ce sont ensuite les firmes pétrolières qui sont particulièrement visées avec des assassinats d'employés. L'armée mozambiquienne a la charge de combattre ce mouvement islamiste. Malgré leur intervention, le groupe armé progresse sur le territoire.

Face à l'incapacité de l'armée de sécuriser les zones industrielles, les firmes étrangères n'ont pas d'autres choix que de reporter les travaux et de rapatrier leurs employés pour des motifs de sureté. D'autant que ces attaques sont avantagées par la zone transfrontalière dans laquelle elles ont lieu. Les individus viennent de Tanzanie et se servent de ce pays comme d'un arrière-front. Les mauvaises relations entre les présidents du Mozambique et de la Tanzanie compromettent la solution d'une gestion trans-étatique coordonnée entre les deux pays de la menace terroriste.

En plus de l'islamisme radical, les firmes subissent des crises liées aux hydrocarbures et à la covid-19. En effet, le cours des hydrocarbures est directement influencé par la situation économique modelée par la gestion globale de la pandémie. En mars 2020, le prix du pétrole chute considérablement passant de 67 dollars en 2019 à 18,5 dollars le baril [2]. Le gaz naturel est également impacté par le contexte sanitaire avec une baisse de 5,9% par rapport à 2019. Pendant le confinement, les industries sont à l'arrêt, la population ne consomme que le minimum et le cours des hydrocarbures suit cette tendance. Le déconfinement est marqué par une retenue dans les investissements. Mais cette tendance n'est pas pérenne. Les prix repartent à la hausse avec une augmentation des prix particulièrement forte en 2021. Le baril de pétrole atteint 83,5 dollars en octobre. Le gaz n'échappe pas à la flambée des prix et subie également une forte augmentation. Il est donc urgent pour les firmes énergétiques d'approvisionner plus abondamment en hydrocarbures. C'est à ce moment que les ressources comme celles promises au Mozambique sont d'autant plus importantes.

De plus, l'exploitation gazière au Mozambique est sous l'emprise d'une mauvaise gestion de la part du gouvernement. Si Frelimo investit massivement et ouvre grand sa porte aux firmes étrangères, son absence de plan durable concernant l'exploitation du gaz est une variable considérable. Le pays subit des crises sociales. Le GNL représente pour le territoire des opportunités économiques, d'emplois, d'amélioration des conditions de vie. **L'absence de plan sur le long-terme pour encadrer l'exploitation et assurer des bénéfices durables aux populations ne fait que potentiellement empirer la situation sociale du pays**.

Par conséquent, malgré une abondance de ressources sur le territoire et le besoin actuel de les exploiter, l'instabilité politique et sociale de pays tels que le Mozambique représente un frein non-négligeable au développement. La sureté est donc une variable indispensable à considérer pour les firmes exploitant les hydrocarbures. L'abondance en ressources, peu importe l'immensité des quantités, ne suffit pas à assurer un développement économique durable. Les questions de sureté et de mise en place de plans de développement réalistes et durables doivent aussi être prises en compte.

Ces différentes variables participent à la complexité de la nouvelle décennie 2020. L'abondance en ressources, la technologie et la technique pour les exploiter et les investissements massifs ne sont pas les seules paramètres. Les enjeux sociaux soit la protection des populations, locales ou issues des entreprises, doit être au cœur des projets énergétiques notamment à travers l'analyse des risques de sureté. Les besoins économiques ne passent plus au premier plan au détriment des enjeux environnementaux.

*

La situation au Mozambique montre que le besoin d'un développement durable est plus que jamais central. Les différentes crises quelles soient sécuritaires, sanitaires ou énergétiques ne changent pas la direction prise par les différents acteurs de l'industrie de l'énergie. Mais le cours instable des hydrocarbures ne rend pas la tâche plus facile, les firmes pétrolières continuent de mettre en place des projets pour répondre à la demande en énergie. C'est pour cela que lorsqu'elle annonce son

énième report, ExxonMobil précise d'emblée que les activités reprendront dès que les conditions de sureté le permettent.

Copyright 2022-Corroyer/Diploweb.com

P.-S.

Julia Corroyer a été étudiante en Master à l'Université de Reims Champagne – Ardenne

---

Notes

[1] AUGÉ Benjamin, (2020), « Mozambique : les défis sécuritaires, politiques et géopolitiques du boom gazier », Études de l'Ifri, Ifri, 38p, consulté sur www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/auge_mozambique_boom_gazier_2020_0.pdf Cf p. 5-6.

[2] Insee, 2021, Informations rapides n°331.